



## **L'école de la forêt. La difficile conciliation entre instruction formelle et éducation culturelle chez les chasseurs-cueilleurs Kola (sud Cameroun)**

Edmond Dounias

**Edmond Dounias** : UMR 5175 CEFÉ, IRD, Montpellier, France, [edmond.dounias@ird.fr](mailto:edmond.dounias@ird.fr)

DOI: [10.25518/2034-8517.2668](https://doi.org/10.25518/2034-8517.2668)

## Introduction

QUELS QUE SOIENT les États concernés et les latitudes, l'intégration socio-économique des derniers peuples chasseurs-cueilleurs nomades dans le paysage national constitue une équation à multiples variables que peu de nations, fussent-elles du Nord ou du Sud, parviennent à résoudre.

Qu'ils soient pastoralistes (par exemple le groupe Mbororo), forestiers (par exemple les Pygmées), pêcheurs marins (par exemple le groupe Badjo) ou Gitans, les peuples nomades - ou migrants saisonniers - « dérangent » parce qu'ils ont une relation au temps et à l'espace qui n'est pas celle de la grande majorité des populations sédentaires et urbaines, et encore moins celle des décideurs et des gestionnaires d'un territoire national.

Citoyenneté, santé, émancipation agricole, activités génératrices de revenus, place dans la société, éducation... sont autant de domaines qui posent problème, tant ces sociétés réfractaires à toute forme de subordination mettant en péril leur rapport à leur environnement et leur intégrité culturelle.

Comment intégrer dans un cadre régi par des limites (notamment territoriales et frontalières), des normes (conçues par un mode de pensée dominant) et des codes (définis par des principes culturels à prétention universelle) qui sont centralisés par les services de l'État, des sociétés dont la raison d'être est de s'affranchir de ce type de contraintes et de tout mode de gouvernance forgé sur une quelconque forme de *leadership* ? Comment une nation, qui fonde ses principes sur des choix qui s'affranchissent de la contrainte environnementale et qui a érigé la dissociation nature/culture au rang de dogme, peut-elle intégrer des sociétés dont le fonctionnement est prioritairement dicté par les rythmes imposés par la nature ?

Les motivations conduisant à se préoccuper du devenir des peuples chasseurs-cueilleurs contemporains sont diverses et louables : ils sont les témoins, voire les dépositaires de notre passé ; ils sont pauvres économiquement et vulnérables d'un point de vue environnemental ; ils constituent une diversité culturelle indéniable et indissociable d'une diversité biologique dont ils sont partie prenante et qu'ils sont parfois les seuls à être en mesure de gérer ; ils sont emblématiques de cette tardive aspiration philosophique à nous réconcilier avec une nature que nous persistons néanmoins à maltraiter. La destruction des forêts tropicales a des conséquences écologiques, climatiques, économiques et morales dramatiques, et la préservation de ces milieux naturels ne peut être envisagée si l'on n'y associe pas ces peuples experts de leurs forêts.

Le domaine de l'éducation est indiscutablement celui dans lequel les efforts d'intégrer les peuples chasseurs-cueilleurs nomades sont les plus problématiques. La raison en est que, pour des raisons élémentaires et respectables d'équité, les principes d'accès à l'instruction scolaire sont censés être les mêmes pour tout citoyen. Malheureusement, de tels principes ne sont jamais en adéquation avec le mode de vie des peuples marginalisés, et les tentatives éparses de scolarisation des enfants de peuples nomades sont toujours décevantes. Pire, ces principes renforcent bien souvent la stigmatisation dont ils font déjà l'objet, et l'école devient alors un outil de marginalisation en totale opposition avec la finalité escomptée.

Diverses raisons interagissent dans l'échec de ces initiatives :

- les calendriers scolaires ne tiennent pas compte des exigences de migration saisonnières qui

---

rythment la vie de ces peuples ;

- les modalités d'apprentissage vertical - de l'adulte vers l'enfant - sont rarement compatibles avec les processus d'apprentissage horizontaux - d'enfant à enfant - bien souvent en vigueur dans ce type de sociétés ;

- la notion de réussite scolaire, fondée sur le mérite individuel, est en totale contradiction avec les valeurs collectivistes de ces peuples qui accordent peu d'intérêt - quand ils ne s'y opposent pas - à l'esprit de promotion et d'élévation individuelle ;

- dans de nombreux pays du Sud, la présumée laïcité de l'enseignement public est souvent galvaudée par l'inclusion d'un apprentissage religieux, source d'un prosélytisme rampant et d'une fragilisation des pratiques animistes de ces peuples ;

L'école est toujours présentée comme une obligation, un devoir. Ce prérequis constitue généralement une fin en soi non questionnable et non négociable qui tend à éluder toute discussion sur son bienfondé par rapport au devenir de ces modes de vie et sur ce que l'école peut réellement apporter à ces enfants. Par ailleurs, cette obligation est en totale contradiction avec les fondements culturels de ces peuples qui reposent sur un libre arbitre individuel transmis dès le plus jeune âge. Dans ces sociétés, il n'est pas dans l'habitude des adultes de forcer un enfant à faire quelque chose contre son gré.

Se pose très clairement la question de la conception de normes scolaires qui tiennent compte des spécificités des peuples vulnérables que l'on souhaite intégrer, en tolérant notamment une forme de discrimination positive, certes très délicate à définir et contenir, mais sans laquelle l'accès à l'école de ces enfants restera un vain mot.

Il s'agit là de décisions politiques qu'il faudrait doter de ressources spécifiques, mais sur lesquelles les chercheurs et les acteurs de la société civile, qui sont au contact direct avec ces communautés, exercent une influence bien timide.

Parmi les quelques initiatives existantes d'accompagnement d'enfants chasseurs-cueilleurs à l'accès à l'éducation formelle, nous souhaitons évoquer ici celle qui est portée, depuis 2003, par la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC). Il s'agit d'un projet de foyer d'accueil d'enfants pygmées Kola résidant en forêt du sud du Cameroun. La présente note a pour vocation de proposer quelques pistes de réflexion destinées à améliorer le fonctionnement du foyer et les conditions d'accueil des enfants kola.

## **Les Kola**

Les Kola (également connus sous le nom de Gyeli) constituent l'un des trois groupes de peuples chasseurs-cueilleurs forestiers nomades du Bassin du Congo - communément fédérés sous l'appellation générique de « Pygmées » - présents sur le territoire camerounais. Ils occupent la partie sud-ouest littorale du Cameroun (Site Internet DOBES). Cette ethnie comprend entre 3 500 et 5 000 individus, répartis sur un territoire d'environ 12 000 km<sup>2</sup>, au sein duquel ils vivent en étroites interactions avec une douzaine de groupes d'agriculteurs sédentaires, de langues Beti-Fang. Leur population est scindée en trois entités géographiques : la première réside dans le Parc National de Campo Ma'an ; la seconde est localisée sur la côte au sud de la ville de Kribi ; la troisième se répartit essentiellement entre les villes de Kribi et de Lolodorf, les différents villages

---

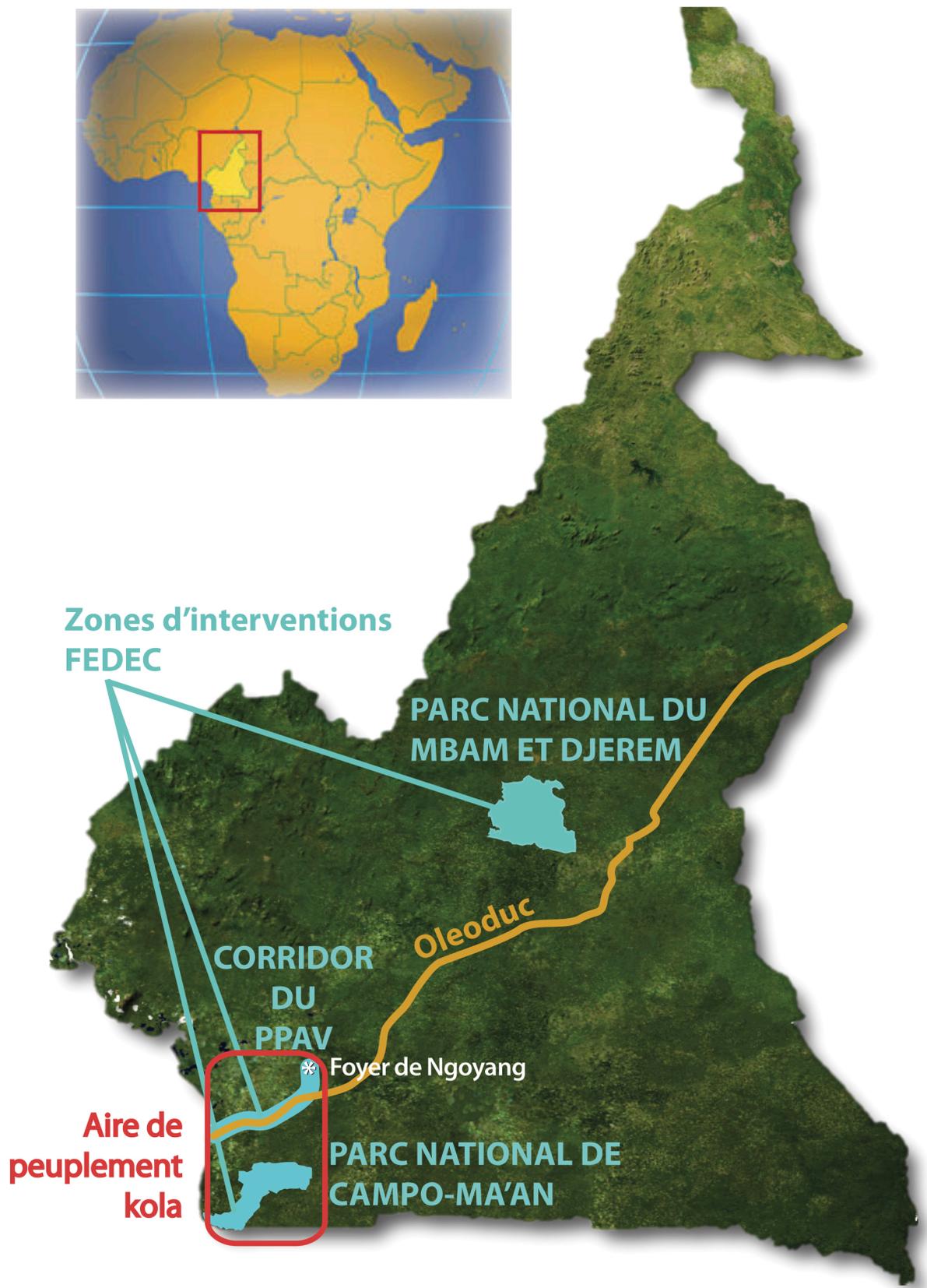
étant plus ou moins éloignés de l'axe routier principal. Ce troisième groupe, le plus grand en nombre d'individus, est celui qui a été le plus impacté par le chantier d'oléoduc Tchad-Cameroun justifiant les activités de la FEDEC (cf. Figure 1 ci-après).

Bien que résidant dans des villages aujourd'hui permanents, les Kola s'adonnent prioritairement à la chasse, la pêche et la cueillette de produits forestiers sauvages à des fins de subsistance. Ces activités les conduisent à séjourner en forêt dans des campements non-permanents selon une fréquence saisonnière rythmée par la disponibilité des ressources convoitées (Dounias 1987 ; Nke Ndihi 2014).

## **Genèse du projet d'éducation de la FEDEC**

Reconnue d'utilité publique depuis 2001, la FEDEC est une disposition du Plan de Gestion Environnementale pour le projet d'oléoduc et de développement pétrolier Tchad-Cameroun (Shombong 2010). L'oléoduc, d'une longueur de plus de 1 000 km et en activité depuis 2003, permet de transporter le pétrole et le gaz tchadiens jusqu'à l'Océan Atlantique pour y être chargé dans des navires pétroliers au large des côtes camerounaises. Soutenue par la Banque Mondiale, le Gouvernement du Cameroun et la Cameroon Oil Transport Company (COTCO, opérateur de l'oléoduc), la FEDEC intervient comme un *trust fund* de droit néerlandais dont la vocation est de permettre aux programmes de compensations environnementales, notamment ceux de l'opérateur de l'oléoduc, d'atteindre leurs objectifs par une utilisation optimale et transparente des fonds. Par l'entremise de ces fonds de compensation, la FEDEC apporte un soutien financier à long terme aux activités de conservation de la biodiversité et de développement durable des communautés locales du Cameroun.

**Figure 1 : Aire de peuplement kola et zones d'interventions de la FEDEC, © Edmond Dounias 2014**



La mission de la FEDEC comprend deux volets :

- un volet environnemental qui concerne la protection de la biodiversité et la lutte anti-braconnage dans les Parcs Nationaux de Campo-Ma'an et de Mbam et Djerem ;

- un volet social de développement durable dédié aux populations locales sous la forme d'un Plan de développement pour les Peuples Autochtones Vulnérables (PPAV).

À travers ce PPAV, la FEDEC coordonne un ensemble d'interventions destinées à améliorer les conditions d'existence des populations kola affectées par le projet d'oléoduc. Ces interventions sont de cinq ordres (site Internet FEDEC) :

- le développement d'une radio communautaire et interculturelle (<https://fedec.cm/developpement-durable/radio-communautaire>). Implantée dans la ville de Kribi, *Radio Nkuli Makeli* émet depuis 2016 en modulation de fréquence à une portée de plus de 100 km lui permettant d'être écoutée par environ 80% des populations kola ;

- des actions de soins de santé primaire et de prévention visant à réduire la mortalité et la morbidité (<https://fedec.cm/english-health>) ;

- de l'accompagnement agricole pour faciliter l'accès au foncier et à l'autonomie alimentaire en situation de sédentarisation contrainte (<https://fedec.cm/english-agriculture-and-revenue-generating-activities>) ;

- un appui aux formalités de primo-accession à la citoyenneté (documents d'identité, actes de naissance) (<https://fedec.cm/citoyennete>) ;

- enfin, l'accès à l'éducation, en réfléchissant à une juste complémentarité entre l'instruction scolaire et une éducation familiale garante de la préservation des valeurs culturelles kola (<https://fedec.cm/education>).

L'appui à la scolarisation est structuré selon deux composantes complémentaires : la première consiste en un soutien à l'émergence d'une élite socio-économique par un tutorat personnalisé d'une douzaine d'élève Kola inscrits en classes du secondaire. Il s'agit de permettre à ces élèves d'aller au bout de leurs ambitions scolaires : poursuite de hautes études ou intégration de filières professionnelles qui étaient jusqu'alors hors de leur portée ; la seconde réside dans la création d'un foyer mixte dans le village de Ngoyang situé en limite septentrionale du corridor d'intervention du PPAV.

## **Le foyer de Ngoyang dans sa configuration actuelle**

Établi en 1994 sur un terrain d'une superficie d'environ un hectare, le foyer de Ngoyang a pour vocation première d'héberger (logement et nourriture) des enfants kola originaires de campements dont l'éloignement et l'enclavement ne permettent pas aux enfants concernés de se rendre à l'école et de rentrer chez eux quotidiennement. Le foyer officie donc essentiellement comme un internat situé à proximité d'un établissement scolaire du premier cycle. Au cours des six dernières années, la fréquentation du foyer en début d'année scolaire s'élève en moyenne à une soixantaine

d'enfants des deux sexes, logés dans des dortoirs séparés. Même si la majorité de ces enfants sont des Kola, quelques enfants non-pygmées sont également accueillis afin de pondérer les risques de « ghettoisation » culturelle. Un personnel qualifié, recruté par l'organisation Bagyeli Cultural Association Development (BACUDA), financée par la FEDEC, assure au quotidien l'encadrement des enfants. Depuis 2016, l'exploitant pétrolier COTCO a entrepris d'importants travaux de rénovation afin d'améliorer les conditions matérielles de vie au foyer.

Malgré les dispositions prises pour accueillir ces enfants, le foyer enregistre systématiquement une défection massive des enfants en cours d'année, intervenant à l'occasion des congés scolaires : les enfants rejoignent alors leurs villages d'origine et plusieurs d'entre eux sont déclarés absents à la reprise des cours. De fastidieuses campagnes dites « de sensibilisation » sont alors conduites dans les campements pour tenter de convaincre les parents de renvoyer leurs enfants au foyer.

La défection la plus importante intervient à la fin du premier trimestre, lors des congés de fin d'année calendaire. Ces congés marquent en effet l'entrée en saison sèche qui est particulièrement propice à une migration saisonnière des Kola en forêt pour la chasse et la collecte de nombreux produits forestiers non-ligneux particulièrement appréciés.

Cette situation récurrente révèle plusieurs points cruciaux :

- les Kola font encore le choix de privilégier leurs migrations saisonnières par rapport aux contraintes de calendrier scolaire. Il en va de la légitimité d'un mode de vie qu'ils souhaitent encore préserver, même si cela procède au détriment de la scolarité de leurs enfants ;
- la défection des enfants n'est pas liée à une injonction de leurs parents, mais à une décision de l'enfant qui choisit de rester auprès des siens ;
- la sensibilisation des parents pour contraindre les enfants à revenir au foyer est peu efficace dans une société qui se veut permissive dans les choix décidés par les enfants eux-mêmes. Ces derniers sont par ailleurs détenteurs d'un savoir naturaliste qu'ils se transmettent horizontalement sans la moindre intervention des adultes. Il n'est donc pas dans la culture de ces peuples d'imposer un apprentissage aux enfants. La tonalité coercitive de la sensibilisation - l'école étant présentée comme une obligation, les parents sont invités à réprimander, si besoin par la force, les petits récalcitrants - s'avère contreproductive par rapport à la motivation des jeunes à regagner le foyer.

## **Suggestions de réforme du foyer de Ngoyang**

L'enjeu de la réussite du foyer de Ngoyang se résume selon nous en une phrase : que ce lieu de vie soit un endroit où l'enfant ait, de lui-même, envie de rester ou de revenir.

Nous suggérons de repenser le foyer comme un ensemble intégré d'infrastructures et d'activités qui enrichissent les conditions de vie des enfants, et qui nourrissent leur aspiration à y rester de leur plein gré<sup>1</sup>.

Si les conditions matérielles de couchage et d'alimentation semblent, dans une certaine limite, satisfaisantes quoique perfectibles, tout reste à faire pour améliorer un cadre de vie trop spartiate et austère, n'offrant que très peu d'épanouissement en marge de la vie scolaire ; les actions prioritaires que nous recommandons de mettre en œuvre sont les suivantes :

- un lieu de lecture, avec une bibliothèque fournie de livres, journaux et revues, et d'un disque dur avec stockage de films d'animations et de documentaires « découverte » pour enfants. De nombreux acteurs de la société civile sont disposés à fournir des supports de lecture ; il suffit donc de concentrer l'action sur l'espace dédié et un équipement permettant la projection de vidéos ;

- des équipements et accessoires de sport (football, tennis de table, filets, badminton, cordes et élastiques à sauter...) permettant d'entretenir l'activité physique. Une partie de cet équipement peut s'acquérir par l'entremise de subventions des entreprises privées ; il suffit alors d'aménager les aires *ad hoc* de jeux et de pratiques sportives ;

- la danse et le chant étant des canaux prioritaires d'expression de la culture kola, une sono-enregistreuse permettrait aux enfants de travailler des performances scéniques et musicales. Outre sa dimension ludique et récréative, cette activité permettrait d'entretenir un pan important de leur culture non-matérielle ;

- l'équipement du foyer en sources d'énergies renouvelables : le solaire permettrait d'assurer l'éclairage nocturne des locaux et le fonctionnement d'équipements électroniques peu énergivores ; l'éolien devrait permettre une alimentation en eau des locaux sanitaires dans lesquels se pose un réel problème d'hygiène et de salubrité ;

- un périmètre dédié au jardinage et à l'élevage d'animaux de basse-cour. L'objectif d'un tel espace est multiple : outre une contribution substantielle à l'autonomie alimentaire du foyer, il permettrait : (i) d'éduquer les enfants aux pratiques horticoles et de petit élevage ; et (ii) de valoriser des plantes et des animaux qui font partie de la culture des Kola : plantes condimentaires, épices, aromates qu'ils consomment préférentiellement ; plantes médicinales dont ils maîtrisent l'usage ; animaux anthropophiles qui sont de bons candidats au proto-élevage (aulacode, athérure, rat de Gambie, antilope pygmée) et pourvoyeurs d'une « viande de brousse » très appréciée dans ces sociétés (Dounias 2011). Cet espace de proto-domestication de plantes et d'animaux permettrait d'impliquer les adultes kola à l'entretien d'un savoir-faire qui leur est propre et à l'expérimentation de domestications de produits forestiers non-ligneux menacés par la surexploitation ou la déforestation (Awono 2016). Le foyer pourrait donc par ailleurs servir de cadre à des projets pilotes visant la durabilité de l'exploitation de certains produits forestiers menacés d'extinction, en valorisant la culture et le savoir-faire des Kola ;

- à plus long terme, ces espaces pourraient servir d'amorce à d'autres initiatives : pisciculture ou proto-élevage d'espèces locales de poissons capables de se développer en environnement confiné, ateliers de mécanisation – propres à entretenir le parc d'équipements agricoles qui pourrait être amené à se développer, permettant aux enfants d'acquérir des compétences manuelles et non plus seulement intellectuelles ; prise en charge d'animaux d'agrément ; accueil d'animaux sauvages orphelins ou blessés (habituation et relâchement après s'être occupés d'eux...) ;

- par effet d'entraînement, une multitude d'autres initiatives pourraient voir le jour, impliquant les adultes kola au-delà des enfants, et les communautés non-pygmées avoisinantes, et de faire que le périmètre du foyer devienne un espace d'acquisition de compétences autres qu'académiques et soit un vecteur de transmission de la culture kola, tant dans sa dimension matérielle et pratique (la valorisation de végétaux et d'animaux forestiers) que non-matérielle et symbolique (la danse, la musique, le chant, l'ethnomédecine, la tradition orale) ;

- en évoluant ainsi vers une structure plus intégrée de type « ferme pédagogique », le foyer de

---

Ngoyang pourrait rapidement devenir un projet pilote dans la zone forestière côtière du Cameroun, sans oublier sa vocation première qui est de donner envie à ses petits occupants d'y rester et de s'y épanouir.

## Conclusion

Notre argumentaire se positionne à contre-courant d'une approche dogmatique consistant à décréter que l'école est une absolue nécessité et que les peuples chasseurs-cueilleurs ont obligation de se conformer à un modèle unique d'instruction scolaire. Cependant, à défaut de pouvoir infléchir un « contenu » que la société camerounaise dans son ensemble n'est pas idéologiquement disposée à remettre en cause et que les décideurs politiques ne sont pas enclins à vouloir discuter, il nous semble plus astucieux d'agir sur le « contenant » de cet accès à l'école. Tout en conservant au foyer sa fonction proximale de lieu d'hébergement facilitant l'accès à l'école publique à des enfants issus de campements reculés, il est possible de faire évoluer cette structure d'internat en la dédiant à d'autres fonctions qui pourraient se révéler à terme beaucoup plus formatrices que l'enseignement scolaire, et plus porteuses de cette intégration socio-économique des peuples autochtones que tout le monde appelle de ses vœux, mais qui s'opère encore trop souvent au détriment de l'intégrité culturelle desdits peuples.

## Bibliographie

AWONO A. 2016 Enjeux et dynamiques de l'exploitation des Produits Forestiers Non-Ligneux au Cameroun. Montpellier : Université Paul-Valéry Montpellier 3, Thèse de Doctorat.

DOUNIAS E. 1987 *Ethnoécologie et alimentation des Pygmées BaGyeli, Sud Cameroun*. Le Havre : ISTOM, Mémoire de Licence.

DOUNIAS 2011 « Élevage, proto-élevage et chasse domestique », in Michon G. & Moizo B. (eds.) Des forêts et des hommes. Montpellier : Suds en ligne. Les dossiers thématiques de l'IRD. URL : <http://www.suds-en-ligne.ird.fr/foret>

NKE NDIH J. 2014 Gestion des écosystèmes forestiers par les Pygmées Bakola/Bagielli et voisins Bantu au Sud Ouest du Cameroun face à l'exploitation néolibérale. Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain, Thèse de Doctorat.

SITE INTERNET DOCUMENTATION OF ENDANGERED LANGUAGES (DOBES). URL : <http://dobes.mpi.nl/projects/bakola>

SITE INTERNET FONDATION POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA CONSERVATION AU CAMEROUN (FEDEC). URL : <https://fedec.cm>

SHOMBONG N.F. 2010 Chad-Cameroon Petroleum Development and Pipeline Project. Impact assessment of the project to the local community : Case study of the Ocean Division of Cameroon. Bergen : University of Bergen, Master Degree Thesis.

## Notes

1 L'auteur de la présente note est membre du Conseil d'Administration de la FEDEC (2013-2019) et conseiller sur les aspects socio-anthropologiques du PPAV, d'où sa légitimité à formuler ces

propositions.